

COMMUNAUTÉ DE COMMUNES COTEAUX ET VALLÉES DES LUYS 40330 AMOU

Délibérations du Conseil Communautaire du 08 février 2024

L'an deux mille vingt-quatre le huit février à vingt heures trente, le Conseil Communautaire de la Communauté de communes Côteaux et Vallées des Luys, dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire, Marpaps - Salle Polyvalente, sous la présidence de, Christine FOURNADET, la Présidente.

Date de la convocation : jeudi 01 février 2024

Présents : Christine FOURNADET (CASTELNAU-CHALOSSE), Thierry LABORDE (DONZACQ), Fabienne LASSALLE (ARGELOS), Maurice DULAYET (BASTENNES), Florence BERGEZ (AMOU), Alain GARBAY (POMAREZ), Pascal CASSIAU (POMAREZ), Jean-Pierre CAZENAVE (BASSERCLES), Patrick DESSA (CASTAIGNOS-SOUSLENS), Jérémy DOMARLE (CASTEL-SARRAZIN), Jean-Pierre DUFOURCQ (AMOU), Bernard DUGACHARD (MARPAIS), Maryse DUPRAT (POMAREZ), Sandrine GAILLACQ (GAUJACQ), Roland GODDE (NASSIET), Hervé GUICHENEUY (ARSAGUE), Jean-Yves HAURAT (ARSAGUE), Martine HILLOTTE (BEYRIES), Patrick HOURTIN (CASTELNAU-CHALOSSE), Joëlle LAGOUARDETTE (POMAREZ), Karine LAPOS (NASSIET), Didier LARROUTURE (BONNEGARDE), Ludovic NOUGARO (POMAREZ), Philippe NOVEMBRE (CASTEL-SARRAZIN), Jean ROHFRIETSCH (GAUJACQ), Dominique TOULOUSE (BRASSEMPOUY)

Absents : Karen RICARRERE (AMOU)

Procurations : Robert CRABOS (CASTAIGNOS-SOUSLENS) à Patrick DESSA, Odile ELOY TRAN VAN CHUOI (AMOU) à Jean-Pierre DUFOURCQ, Gérard GRAZIANI (DONZACQ) à Thierry LABORDE, Alain LUBET (AMOU) à Florence BERGEZ

Représentés :

Nombre de membres afférents 31

Nombre de membres en exercice 31

Présents 26

Pouvoirs 4

Votants 30

N° DEL20240208-014 PLUI-H : ARRÊT DU PROJET

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le Code de l'Urbanisme, et plus particulièrement les articles L.151-1 et suivants, R. 151-1 et suivants relatifs au contenu du Plan Local d'Urbanisme (PLU), les articles L.103-2 et L.103-6 du même code relatifs à la participation du public, et les articles L.153-14 et R.153-3 relatifs à l'arrêt de projet du PLU,

VU plus particulièrement l'article L.153-15 du Code de l'Urbanisme relatif à la situation d'un avis défavorable émis par l'une des communes membres à la suite de l'arrêt du PLUI-H, et à la transmission pour avis du dossier de ce dernier à l'ensemble des communes membres, et ce conformément au Code de l'Urbanisme,

VU l'ordonnance n° 2015-1174 du 23 septembre 2015 relative à la partie législative du livre Ier du Code de l'Urbanisme,

VU le décret n° 2015-1783 du 28 décembre 2015, relatif à la partie réglementaire du livre Ier du Code de l'Urbanisme et à la modernisation du contenu du Plan Local d'Urbanisme, et plus particulièrement la mise en œuvre des Plans Locaux d'Urbanisme ainsi que le déroulement de la phase de concertation, décret entré en vigueur le 1^{er} janvier 2016,

VU le décret n°2020-78 du 31 janvier 2020 modifiant la liste des sous-destinations des constructions pouvant être réglementées par les Plans Locaux d'Urbanisme ou les documents en tenant lieu,

VU l'arrêté préfectoral n°2015-682 du 16 octobre 2015 portant modification des statuts de la Communauté de Communes Côteaux et Vallées des Luys ; cette dernière étant devenue compétente en Plan Local d'Urbanisme, document en tenant lieu et carte communale (élaboration, suivi, approbation, modification, révision et toute procédure d'élaboration de ces documents d'urbanisme),

VU la conférence des maires réunissant les maires des communes membres de la Communauté de Communes Côteaux et Vallées des Luys, réunie le 26 novembre 2015,

VU la délibération du 1^{er} décembre 2015 du Conseil Communautaire, relative aux modalités de collaboration entre la Communauté de Communes et les communes membres,

VU la délibération du 1^{er} décembre 2015 du Conseil Communautaire prescrivant l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme valant Programme Local de l'Habitat (PLUI-H), et définissant les objectifs du PLUI-H, ainsi que les modalités de la concertation,

VU la délibération du Conseil Communautaire de la Communauté de Communes Côteaux et Vallées des Luys (CCCVL) en date du 11 février 2016 relative à l'adaptation du Plan Local d'Urbanisme intercommunal valant



Programme Local de l'Habitat (PLUi-H) en étude au nouveau Code de l'Urbanisme issu du décret 2015-1783 du 28 décembre 2015 relatif à la partie réglementaire du livre Ier du Code de l'Urbanisme et à la modernisation du contenu du Plan Local d'Urbanisme (PLU). Ainsi, la nouvelle réglementation (à savoir l'ensemble des articles R.151-1 à R.151-55 du Code de l'Urbanisme dans leur rédaction en vigueur à compter du 1^{er} janvier 2016) sera applicable au document de PLUi-H en étude,

VU le premier débat lors du Conseil Communautaire de la Communauté de Communes Côteaux et Vallées des Luys (CCCVL) en date du 13 avril 2017 sur les orientations générales du Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD) du Plan Local d'Urbanisme intercommunal valant Programme Local de l'Habitat (PLUi-H), et le procès-verbal qui a été établi, débat faisant suite aux différents débats sur ce même PADD réalisés au sein de chaque conseil municipal des communes membres,

VU le deuxième débat lors du Conseil Communautaire en date du 7 novembre 2022 sur les orientations générales du Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD) du Plan Local d'Urbanisme intercommunal valant Programme Local de l'Habitat (PLUi-H), et le procès-verbal qui a été établi, débat faisant suite aux différents débats sur ce même PADD réalisés au sein de chaque conseil municipal des communes membres,

VU la délibération du Conseil Communautaire en date du 10 décembre 2020 arrêtant de nouvelles modalités de collaboration entre la Communauté de Communes et les communes membres dans le cadre de l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal valant Programme Local de l'Habitat (PLUi-H). Etant précisé que conformément aux dispositions du Code de l'Urbanisme préalablement à ce conseil communautaire et à cette délibération la Conférence intercommunale des maires s'est réunie le 7 décembre 2020,

VU les différentes réunions de travail avec les Personnes Publiques Associées et Consultées (PPA et PPC) dans le cadre de l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal en date du 7 juillet 2016, 12 septembre 2016, 26 septembre 2016, 20 octobre 2016, 25 octobre 2016, 31 janvier 2017 et 15 novembre 2022, et les réunions de travail spécifiques avec les services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer (DDTM), et notamment celles en date du 12 octobre 2016, 21 février 2017, 24 mai 2018, 20 février 2020, 15 octobre 2020, 14 octobre 2021, 8 avril 2022 et 9 mars 2023,

VU les modalités de la concertation dédiée à l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal valant Programme Local de l'Habitat (PLUi-H), ayant permis une concertation la plus large possible auprès des habitants et acteurs du territoire communautaire,

VU l'ensemble des observations issues des différents registres d'observations mis en place tout au long de l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal valant Programme Local de l'Habitat (PLUi-H) dans chacune des 16 mairies des communes membres ainsi qu'au siège de la Communauté de Communes Côteaux et Vallées des Luys, les courriers et les entretiens relevés à l'occasion de cette concertation, et le bilan qui en est établi,

VU la délibération du Conseil Communautaire de la Communauté de Communes Côteaux et Vallées des Luys en date du 26 octobre 2023, tirant le bilan de la concertation mise en place tout au long de l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal valant Programme Local de l'Habitat (PLUi-H),

VU la délibération du Conseil Communautaire de la Communauté de Communes Côteaux et Vallées des Luys en date du 26 octobre 2023, se positionnant pour le PLUi-H vis-à-vis du décret n°2020-78 du 31 janvier 2020, décret modifiant la liste des sous-destinations des constructions pouvant être réglementées par les Plans Locaux d'Urbanisme ou les documents en tenant lieu,

VU la délibération du Conseil Communautaire de la Communauté de Communes Côteaux et Vallées des Luys en date du 26 octobre 2023, prescrivant l'abrogation des cartes communales opposables aux tiers des communes de Bastennes, Brassempouy, Castelnau-Chalosse, Donzacq et Gaujacq,

VU l'avis favorable de la commune de Amou en date du 28 novembre 2023 sur le dossier de PLUi-H arrêté par délibération du Conseil Communautaire en date du 26 octobre 2023,

VU l'avis favorable de la commune de Argelos en date du 24 novembre 2023 sur le dossier de PLUi-H arrêté par délibération du Conseil Communautaire en date du 26 octobre 2023,

VU l'avis favorable de la commune de Arsague en date du 21 novembre 2023 sur le dossier de PLUi-H arrêté par délibération du Conseil Communautaire en date du 26 octobre 2023

VU l'avis favorable de la commune de Bassercles en date du 30 novembre 2023 sur le dossier de PLUi-H arrêté par délibération du Conseil Communautaire en date du 26 octobre 2023,

VU l'avis favorable de la commune de Bastennes en date du 18 novembre 2023 sur le dossier de PLUi-H arrêté par délibération du Conseil Communautaire en date du 26 octobre 2023,

VU l'avis favorable de la commune de Beyries en date du 29 novembre 2023 sur le dossier de PLUi-H arrêté par délibération du Conseil Communautaire en date du 26 octobre 2023,

VU l'avis favorable de la commune de Bonnegarde en date du 6 décembre 2023 sur le dossier de PLUi-H arrêté par délibération du Conseil Communautaire en date du 26 octobre 2023,

VU l'avis favorable de la commune de Brassempouy en date du 16 novembre 2023 sur le dossier de PLUi-H arrêté par délibération du Conseil Communautaire en date du 26 octobre 2023,

VU l'avis favorable de la commune de Castaignos-Souslens en date du 30 novembre 2023 sur le dossier de PLUi-H arrêté par délibération du Conseil Communautaire en date du 26 octobre 2023,



VU l'avis favorable de la commune de Castelnau-Chalosse en date du 7 décembre 2023 sur le dossier de PLUi-H arrêté par délibération du Conseil Communautaire en date du 26 octobre 2023,

VU l'avis favorable de la commune de Castel-Sarrazin en date du 13 décembre 2023 sur le dossier de PLUi-H arrêté par délibération du Conseil Communautaire en date du 26 octobre 2023,

VU l'avis favorable de la commune de Donzacq en date du 20 novembre 2023 sur le dossier de PLUi-H arrêté par délibération du Conseil Communautaire en date du 26 octobre 2023,

VU l'avis favorable de la commune de Marpaps en date du 6 décembre 2023 sur le dossier de PLUi-H arrêté par délibération du Conseil Communautaire en date du 26 octobre 2023,

VU l'avis favorable de la commune de Nassiet en date du 10 novembre 2023 sur le dossier de PLUi-H arrêté par délibération du Conseil Communautaire en date du 26 octobre 2023,

VU l'avis favorable de la commune de Pomarez en date du 7 décembre 2023 sur le dossier de PLUi-H arrêté par délibération du Conseil Communautaire en date du 26 octobre 2023,

VU l'avis défavorable de la commune de Gaujacq en date du 15 janvier 2024 sur le dossier de PLUi-H arrêté par délibération du Conseil Communautaire en date du 26 octobre 2023,

VU l'avis favorable de la commune de Bastennes en date du 18 novembre 2023 sur le dossier d'abrogation de sa carte communale, prescrite par délibération du Conseil Communautaire en date du 26 octobre 2023,

VU l'avis favorable de la commune de Brassempouy en date du 16 décembre 2023 sur le dossier d'abrogation de sa carte communale, prescrite par délibération du Conseil Communautaire en date du 26 octobre 2023,

VU l'avis favorable de la commune de Castelnau-Chalosse en date du 7 décembre 2023 sur le dossier d'abrogation de sa carte communale, prescrite par délibération du Conseil Communautaire en date du 26 octobre 2023,

VU l'avis favorable de la commune de Donzacq en date du 20 novembre 2023 sur le dossier d'abrogation de sa carte communale, prescrite par délibération du Conseil Communautaire en date du 26 octobre 2023,

VU l'avis défavorable de la commune de Gaujacq en date du 15 janvier 2024 sur le dossier d'abrogation de sa carte communale, prescrite par délibération du Conseil Communautaire en date du 26 octobre 2023,

CONSIDERANT que conformément aux dispositions des articles L.153-14 et R.153-3 du Code de l'Urbanisme, l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale arrête le projet de Plan Local d'Urbanisme (PLU),

CONSIDERANT le projet de Plan Local d'Urbanisme intercommunal valant Programme Local de l'Habitat (PLUi-H), tel que présenté, à savoir, le rapport de présentation, le Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD), les Orientations d'Aménagement et de Programmation (OAP), le règlement écrit, les documents graphiques, le Programme d'Orientations et d'Actions (POA), et les annexes, conformément à l'article L.151-2 du Code de l'Urbanisme,

CONSIDERANT les réunions présentant le projet de Plan Local d'Urbanisme valant Programme Local de l'Habitat (PLUi-H) aux Personnes Publiques Associées et Consultées (PPA) et à celles ayant souhaité être Consultées (PPC),

CONSIDERANT le bilan de la concertation relative à l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme valant Programme Local de l'Habitat (PLUi-H) qui a été établi par délibération du Conseil Communautaire de la Communauté de Communes Côteaux et Vallées des Luys en date du 26 octobre 2023,

CONSIDERANT le dossier du Plan Local d'Urbanisme valant Programme Local de l'Habitat (PLUi-H) qui a été arrêté en conseil communautaire par délibération en date du 26 octobre 2023, et ce conformément aux dispositions du Code de l'Urbanisme,

CONSIDERANT l'ensemble des avis sur le PLUi-H des communes membres rendus dans le délai de 3 mois à compter de l'arrêt de projet du PLUi-H en date du 26 octobre 2023, et ce conformément aux dispositions de l'article R.153-15 du Code de l'Urbanisme, avis favorable sur le dossier de PLUi-H arrêté pour toutes les communes membres à l'exception de la commune de Gaujacq qui s'est positionnée défavorablement par délibération du 15 janvier 2024,

CONSIDERANT la délibération de la commune de Gaujacq en date du 15 janvier 2024 se prononçant donc défavorablement sur le Plan Local d'Urbanisme intercommunal valant Programme Local de l'Habitat (PLUi-H) de la Communauté de Communes Côteaux et Vallées des Luys arrêté par délibération du Conseil Communautaire du 26 octobre 2023, et la demande ainsi inscrite à l'article 2 de cette délibération, à savoir « *demande que les observations suivantes soient prises en compte : les surfaces constructibles sont trop faibles et ne tiennent pas compte de l'évolution future de la commune de Gaujacq (voir annexe ci-jointe)* ». L'annexe sus-visée précise également que « *le PLUi-H est un document d'urbanisme qui pénalise la commune parce qu'il réduit les surfaces constructibles de façon trop drastique. Par ailleurs, il n'anticipe pas l'avenir* » (non prise en compte de l'entreprise « Maison Chanel » et « *ses besoins en matière de logements pour accueillir sa main-d'œuvre pérenne et saisonnière* ». De plus, il est considéré que « *cette réflexion sur le devenir : accueil de nouvelles populations, structuration de l'offre économique, cadre de vie et préservation du paysage et de l'environnement, sont des vœux pieux et qu'en face les moyens pour développer ces objectifs sont défailants* ». C'est pourquoi à l'unanimité le conseil municipal rejette ce document d'urbanisme,

CONSIDERANT l'article L.153-15 du Code de l'Urbanisme qui précise que « *lorsque l'une des communes membres de l'établissement public de coopération intercommunal émet un avis défavorable sur les orientations d'aménagement et de programmation ou les dispositions du règlement qui la concernent directement, l'organe*



délibérant compétent de l'établissement public de coopération intercommunal délibère à nouveau » Etant précisé toujours par cet article sus-visé du Code de l'Urbanisme que « Lorsque le projet de plan local d'urbanisme est modifié pour tenir compte de ces avis et que la commune consultée sur cette modification émet un avis favorable ou n'émet pas d'avis dans un délai de deux mois, l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale arrête le projet modifié à la majorité des suffrages exprimés. Dans tous les autres cas, le projet de plan local d'urbanisme est arrêté à la majorité des deux tiers de suffrages exprimés »,

CONSIDERANT la conférence des maires convoquée et réunie le 31 janvier 2024 afin de notamment faire le point sur l'avancement de l'élaboration du PLUi-H, et statuer sur les différents avis rendus par les différentes communes membres, et plus particulièrement l'avis défavorable sur le PLUi-H de la commune de Gaujacq,

CONSIDERANT les échanges durant la conférence des maires du 31 janvier 2024 sus-visée, et les conclusions, à savoir la décision de ne pas modifier le PLUi-H afin d'intégrer les observations de la commune de Gaujacq. Cette situation conduisant donc la Communauté de Communes Côteaux et Vallées des Luys à devoir procéder à un nouvel arrêt de projet de son PLUi-H, et ce par délibération du conseil communautaire prise à la majorité des deux tiers des suffrages exprimés conformément aux dispositions de l'article L.153-15 du Code de l'Urbanisme,

CONSIDERANT que le projet de Plan Local d'Urbanisme valant Programme Local de l'Habitat (PLUi-H), ainsi présenté, est prêt à être arrêté et transmis, pour avis, à l'ensemble des Personnes Publiques Associées et Consultées (PPA et PPC), conformément au Code de l'Urbanisme.

Madame la Présidente rappelle le cadre réglementaire ainsi que les différentes dispositions législatives qui ont conduit la Communauté de Communes Côteaux et Vallées des Luys à prescrire l'élaboration d'un Plan Local d'Urbanisme intercommunal valant Programme Local de l'Habitat (PLUi-H) à l'échelle de ses 16 communes membres.

Elle rappelle, en effet, que le conseil communautaire de la Communauté de Communes Côteaux et Vallées des Luys a prescrit, par délibération en date du 1^{er} décembre 2015, l'élaboration du PLUi-H, a défini les objectifs poursuivis ainsi que les modalités de concertation.

Madame la Présidente rappelle que la concertation dédiée à l'élaboration de ce document d'urbanisme intercommunal a été menée tout au long de la procédure de PLUi-H.

Madame la Présidente précise que le bilan de cette concertation fait l'objet d'une délibération distincte de celle de l'arrêt de projet du PLUi-H, par souci de lisibilité et de transparence des décisions prises par le conseil communautaire. Celle tirant le bilan de la concertation précède la présente délibération. En l'occurrence, cette délibération a déjà été prise le 26 octobre 2023.

Madame la Présidente rappelle que deux débats se sont tenus au sein du Conseil Communautaire de la Communauté de Communes Côteaux et Vallées des Luys en date du 13 avril 2017 et préalablement au sein des différents conseils municipaux des communes membres, et du Conseil Communautaire de la Communauté de Communes Côteaux et Vallées des Luys en date du 7 novembre 2022 et préalablement au sein des différents conseils municipaux des communes membres, sur les orientations générales du Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD), dont les principales orientations sont organisées de la manière suivante autour de 4 axes principaux :

Axe 1 : Accueillir de nouvelles populations sur l'ensemble des 16 communes dans un objectif de gestion durable et dynamisation de l'ensemble du territoire ;

Axe 2 : Structurer l'offre économique du territoire par le maintien d'un tissu riche de petites structures artisanales et agricoles, et la création de zones d'activités de portée communautaire ;

Axe 3 : Proposer un cadre de vie adapté aux besoins de la population en termes de services, de commerces et d'équipements dans un but de redynamisation des centres-bourgs ;

Axe 4 : Préserver le paysage et l'environnement, garants de l'identité rurale territoriale.

Dans le détail, ces 4 axes sont développés de la manière suivante :

Axe 1 : Accueillir de nouvelles populations sur l'ensemble des 16 communes dans un objectif de gestion durable et de dynamisation de l'ensemble du territoire :

Axe 2 : Structurer l'offre économique du territoire par le maintien d'un tissu riche de petites structures artisanales et agricoles, et la création de zones d'activités de portée communautaire :

- 2.1 : Anticiper l'avenir économique du territoire

- 2.2 : Pérenniser la vocation agricole du territoire en anticipant les mutations actuelles

- 2.3 : Développer le potentiel touristique (et de loisirs) du territoire afin de structurer un produit touristique rural

Axe 3 : Proposer un cadre de vie adapté aux besoins de la population en termes de services, de commerces et d'équipements dans un but de redynamisation des centres-bourgs :

- 3.1 : Privilégier le développement de l'habitat au sein des centres-bourgs

- 3.2 : Proposer un développement urbain qui limite la consommation d'espace

- 3.3 : Proposer une offre en logements en adéquation avec les besoins de la population actuelle et à venir

- 3.4 : Faciliter les déplacements au sein du territoire, notamment à destination des services et des équipements

- 3.5 : Privilégier une mutualisation des moyens en matière d'équipements et de commerces

Axe 4 : Préserver le paysage et l'environnement, garants de l'identité rurale territoriale :

- 4.1 : Préserver la richesse paysagère et patrimoniale afin de transmettre l'identité rurale



- 4.2 : Protéger et valoriser le patrimoine environnemental et la ressource en eau
- 4.3 : Prendre en compte les risques naturels et technologiques présents sur le territoire
- 4.4 : Lutter contre le changement climatique et adapter les usages, les modes de consommation de l'énergie et les comportements à ce changement

Madame la Présidente expose la traduction de ces objectifs dans le document d'urbanisme, conformément aux articles L.151-8, L.151-9 et R.151-9 et suivants du Code de l'Urbanisme : à savoir, le règlement des zones « U » (zones urbaines), « AU » (zones à urbaniser), « N » (zones naturelles et forestières), « A » (zones agricoles), ainsi que les documents graphiques l'accompagnant.

Après échanges de vue et délibération, le Conseil Communautaire, décide,

Article 1^{er} : D'acter l'ensemble des avis sur le PLUi-H des communes membres de la Communauté de Communes Côteaux et Vallées des Luys rendus dans le délai de 3 mois à compter de l'arrêt de projet du PLUi-H en date du 26 octobre 2023, et ce conformément aux dispositions de l'article R.153-15 du Code de l'Urbanisme, avis favorable sur le dossier de PLUi-H arrêté pour toutes les communes membres à l'exception de la commune de Gaujacq qui s'est positionnée défavorablement par délibération du 15 janvier 2024.

Article 2 : D'approuver la position de la conférence des maires du 31 janvier 2024, à savoir la décision de ne pas modifier le PLUi-H afin d'intégrer les observations de la commune de Gaujacq émises par délibération du conseil municipal du 15 janvier 2024. Cette situation conduisant donc la Communauté de Communes Côteaux et Vallées des Luys à devoir procéder à un nouvel arrêt de projet de son PLUi-H, et ce par délibération du conseil communautaire prise à la majorité des deux tiers des suffrages exprimés conformément aux dispositions de l'article L.153-15 du Code de l'Urbanisme,

Article 3 : D'arrêter à nouveau à la majorité des deux tiers des suffrages exprimés le projet de Plan Local d'Urbanisme valant Programme Local de l'Habitat (PLUi-H) tel qu'il est annexé à la présente délibération, et ce conformément aux dispositions des articles L.153-14, L.153-15 et R.153-3 du Code de l'Urbanisme.

Article 4 : Que le projet de Plan Local d'Urbanisme valant Programme Local de l'Habitat (PLUi-H) « arrêté » sera communiqué pour avis à l'ensemble des Personnes Publiques Associées (PPA), à celles ayant souhaité être consultées (PPC) à l'élaboration du document, pendant une durée de trois mois, et ce conformément aux dispositions du Code de l'Urbanisme. Etant précisé que concernant les communes membres, ces dernières ne seront pas à nouveau sollicitées pour avis, ce dernier ayant déjà été recueilli durant 3 mois sur la base de l'arrêt de projet du PLUi-H en date du 26 octobre 2023.

Article 5 : La présente délibération sera affichée pendant un mois au siège de la Communauté des Communes Côteaux et Vallées des Luys et dans les 16 mairies des communes membres, conformément à l'article R. 153-3 du Code de l'Urbanisme,

Article 6 : Madame la Présidente est chargée, en ce qui la concerne, de l'exécution de la présente délibération.

Article 7 : La présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de PAU (Villa Noullobos – 50 Cours Lyautey – 64010 PAU Cedex ou par voie dématérialisée via l'application « Télérecours citoyens » sur le site www.telerecours.fr) dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa transmission au représentant de l'Etat dans le département et de l'accomplissement des formalités de publicités requises ;

Vote : Adopté à la majorité des suffrages exprimés avec 2 voix contre et une abstention

Signé le ,

Christine FOURNADET

« La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa publication, son affichage et de sa réception par le représentant de l'Etat dans le département.

